

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 21/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

URANIE INTERNATIONAL SAS

Rue du Général de Gaulle
BP 40325
60880 Le Meux

Références : IC-R/516/25-NEC/SF
Code AIOT : 0005101337

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement URANIE INTERNATIONAL SAS implanté Rue du Général de Gaulle BP 40325 60880 Le Meux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée ce jour avait pour objectif de vérifier la conformité des installations vis-à-vis de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07 décembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URANIE INTERNATIONAL SAS
- Rue du Général de Gaulle BP 40325 60880 Le Meux

- Code AIOT : 0005101337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société URANIE INTERNATIONAL est spécialisée dans la production de barres chromées et la réalisation de tubes alésés galetés.
Elle exploite le site de Le Meux (60) depuis 1986.

Le site URANIE INTERNATIONAL de Le Meux relève de la réglementation des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement (ICPE). Il est ainsi soumis à Autorisation par son arrêté préfectoral du 29 novembre 2016, est classé Seveso Seuil Bas et est concerné par la Directive IED pour la rubrique ICPE 3260 -Traitement de surfaces par un procédé électrolytique ou chimique.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

RAS

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	substances soumises à autorisation	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 6-2-3	Susceptible de suites	Sans objet
2	conduits et installations raccordés	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 3-2-2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 1-5-3	Susceptible de suites	Sans objet
4	Hauteur des cheminées	Arrêté Préfectoral du 22/04/2026, article 3-2-7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Hauteur des cheminées	AP de Mise en Demeure du 07/12/2022, article 1	/	Sans objet
6	POI	Lettre du 27/08/2025	/	Sans objet
7	IED	AP Complémentaire du 16/01/2025, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 5 décembre 2025 au sein de l'établissement URANIE INTERNATIONAL situé à Le Meux permet de constater une mise en conformité globale du site vis-à-vis des prescriptions

de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et de celui de mise en demeure de 2022.

L'exploitant a également répondu aux faits susceptibles de suites inhérents aux inspections précédentes.

En conséquence, il est proposé de clore les actions de suivi concernant la mise en demeure relative aux rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : substances soumises à autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 6-2-3
Thème(s) : Risques chroniques, mesures de gestion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Article 6.2.3. Substances soumises à autorisation Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste. L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques. S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit. Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.
Constats : L'exploitant a traduit en langue française le document transmis auprès de l'ECHA (Agence européenne des produits chimiques), relatif aux scénarios d'exposition et à la demande d'autorisation pour l'usage d'une substance dangereuse (dans le cas présent, le Chrome VI) : <ul style="list-style-type: none">- mesures d'exposition professionnelle ;- émissions à l'air ;- bio-surveillance.

Les Conditions Opératoires (CO) précisent les paramètres physiques et techniques qui définissent comment la substance est utilisée. Cela inclut :

- la température et la pression du procédé ;
- la fréquence et la durée d'utilisation ;
- la quantité de substance utilisée ;
- le type de système (clos, ouvert, semi-ouvert).

Les Mesures de Maîtrise du Risque (en anglais RMM - Risk Management Measures) sont les mesures concrètes mises en place pour protéger l'homme et l'environnement en réduisant l'exposition ou les rejets. Dans le cas présent (traitement de surface), cela correspond typiquement à :

- protection collective : ventilation naturelle et ventilation locale par extraction d'air ;
- protection individuelle (EPI) : port de gants, demi-masques respiratoires spécifiques avec filtres portés ;
- environnement : rétentions sous les cuves et prise en charge des alcools et eaux issues contenant du CR-VI par une société agréée pour le traitement des déchets spéciaux (SARP Industries LIMAY).

L'objectif du document transmis à l'ECHA était de prouver que les CO et MMR permettent de maintenir l'exposition sous les seuils de risque acceptables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : conduits et installations raccordés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 3-2-2

Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées / Conditions générales de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2024

Prescription contrôlée :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal par conduit en Nm ³ /h	Nombre de bacs	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Dispositif de traitement

				en Nm ³ /h			
1	Uranie 1			44 600	2		Laveur-dévésiculeur
2	Uranie 2	16,5	1,5	81 000	3	8	Laveur-Dévésiculeur
3	Uranie 3	16,5		54 000	3	8	Laveur-dévésiculeur
4	Uranie 5	16,5	1,5	72 000	4	8	Laveur-dévésiculeur

Les valeurs de ce tableau pourront être modifiées en fonction des hypothèses de calcul prises pour la réalisation de l'étude des risques sanitaires issus des rejets atmosphériques, prescrite dans le présent arrêté.

* Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

Constats :

L'exploitant a finalisé les travaux de mise en conformité des émissaires atmosphériques. Les rehaussements effectués sur les cheminées (Uranie 1 et 5 notamment) permettent désormais de respecter les hauteurs réglementaires par rapport aux toitures et au sol (16,5m). Les mesures réalisées par un organisme accrédité (SOCOTEC, octobre 2025) attestent du respect des vitesses minimales d'éjection (> 8 m/s) pour les installations en fonctionnement.

La mise à jour de l'Étude de Risques Sanitaires (ERS), intégrant ces nouvelles configurations, confirme l'absence d'impact significatif sur les populations riveraines (quotients de danger inférieurs aux seuils de référence).

L'exploitant a effectué des mesures en avril 2024 et en octobre 2025 (cf. rapport SOCOTEC réf. A1482/25/1361 du 17 octobre 2025).

Le rapport conclut à la conformité des vitesses d'éjection pour Uranie 2, Uranie 3, Uranie 5 (Uranie 1 pas en fonctionnement le jour du contrôle) : vitesses supérieures à 8 m/sec.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 1-5-3
Thème(s) : Autre, garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La société URANIE INTERNATIONAL se met en conformité avec les obligations de garanties financières prévues à l'article L.516-1 du Code de l'environnement selon l'échéancier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">- constitution de 60 % du montant initial des garanties financières à compter de la notification du présent arrêté ;- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières à compter du 1^{er} juillet 2017 ;- constitution des 20 % restants du montant initial des garanties financières à compter du 1^{er} juillet 2018. <p>Dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :</p> <ul style="list-style-type: none">- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;- la valeur datée du dernier indice public TP01.
Constats : <p>L'établissement URANIE INTERNATIONAL est classé SEVESO Seuil Bas (SSB). Le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 (relatif à la loi "Industrie Verte") a modifié le périmètre des activités soumises à garanties financières, excluant désormais les sites Seveso "seuil bas" de cette obligation. L'article 64 du décret précité dispose explicitement : « Les dispositions des arrêtés préfectoraux qui ont prescrit antérieurement au 25 octobre 2023 la constitution de garanties financières pour les installations [Seveso Seuil Bas] [...] sont abrogées ». L'entrée en vigueur de ces dispositions ayant eu lieu le 8 juillet 2024, l'abrogation intervient de plein droit, sans qu'un arrêté préfectoral modificatif individuel ne soit nécessaire pour valider la fin de l'obligation. Par conséquent, le chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016, qui prescrivait ces garanties pour le site, est abrogé de plein droit. L'exploitant n'est plus assujéti à l'obligation de constituer ou de maintenir des garanties financières. Les actes de cautionnement associés sont désormais caducs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Hauteur des cheminées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2026, article 3-2-7
--

Thème(s) : Risques chroniques, cheminées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant remet dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté une évaluation des risques sanitaires intégrant les rejets de la chaudière.</p> <p>Extraction de l'ERS remise à jour :</p> <p>Les sorties de cheminées sont à 6,5 m au-dessus du bâtiment Uranie 1, et 8,5 m par rapport au toit des bâtiments d'Uranie 2, 3 et 5.</p> <p>Les rejets sont ainsi réalisés par des cheminées indépendantes pour chaque atelier à 16,5 m de haut par rapport au sol, soit 3 cheminées existantes : Uranie 1, Uranie 2, Uranie 3. Le futur atelier Uranie 5 sera équipé du même dispositif.</p>
Constats : <p>Voir point de contrôle n°5 suivant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Hauteur des cheminées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits rejets atmopshériques
Prescription contrôlée : <p>La société URANIE INTERNATIONAL exploitant une installation de traitement de surface, située sur la commune de Le Meux, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3-2-2 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016</p> <p>* en s'assurant que les 4 conduits respectent la hauteur par rapport au sol de 16,50 mètres.</p> <p>A cette fin, elle fournit</p> <ul style="list-style-type: none"> - le planning des travaux pour chaque cheminée non conforme pour le 30 novembre 2022 ; - le bon de commande des mesures de concentration en polluants dans les rejets atmosphériques réalisées après travaux pour le 30 mars 2023 ;

- une mise à jour de son évaluation des risques sanitaires si les hypothèses prises dans celle de 2018 sont modifiées suite aux travaux, telles que les sorties de cheminée par rapport au toit pour le 30 décembre 2023 ;
- les justificatifs de la réalisation de l'ensemble des travaux sur les cheminées y compris le rapport des mesures pour le 30 décembre 2023.

Constats :

L'exploitant a réalisé les travaux demandés sur les cheminées d'Uranie 1 et Uranie 5.

La hauteur de cheminée est maintenant supérieure à 6,5 m au-dessus du bâtiment Uranie 1, et 8,5 m par rapport au toit des bâtiments d'Uranie 2, 3 et 5.

L'exploitant a effectué des mesures de concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques en avril 2024 et en octobre 2025 (cf. rapport SOCOTEC réf. A1482/25/1361 du 17 octobre 2025). Le rapport conclut au respect des VLE opposables.

Une évaluation des risques sanitaires (ERS) a été effectuée en 2008 dans le cadre d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter (« Volet sanitaire »), afin d'évaluer de façon détaillée l'impact de l'activité sur la santé des riverains.

Une mise à jour a été effectuée en novembre 2022 (réf. rapport Antea Group n° A94194/B, novembre 2022) afin, notamment, d'intégrer les modifications effectuées sur les caractéristiques des émissaires (hauteur).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : POI

Référence réglementaire : Lettre du 27/08/2025

Thème(s) : Situation administrative, POI

Prescription contrôlée :

Par courriel du 27 août 2025, il a été demandé à l'exploitant de communiquer la version électronique à jour du POI (l'Inspection dispose uniquement de celle du 4 septembre 2023 n'intégrant pas la modification évoquée sur l'état des stocks).

Constats :

L'exploitant a ajouté dans son POI de 2025, un paragraphe expliquant la façon dont il peut avoir accès à l'état des stocks à tout moment depuis les bureaux ou de l'atelier (cf. page 26/71) : accessibilité à l'état des stocks de façon automatique et informative, avec mise à jour en continu. La version informatique du document a été transmise aux services de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : IED

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique n° 3260 relative au traitement de surface de métaux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au BREF STM intitulé « Traitement de surface des métaux et des matières plastiques » d'août 2006.

Les derniers contrôles inopinés concluent à des concentrations mesurées en H⁺, NO₂, Chrome total et Chrome VI inférieures aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du 17 août 2000 (art. VI.2), par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (Titre VI, art. 26) et par le BREF traitement de surface.

Par ailleurs, les rejets des installations de combustion pour les aérothermes fonctionnant au gaz naturel sont très peu chargées en NO_x, CO, SO_x et poussières.

Toutefois, les concentration en chrome total prises comme valeurs d'hypothèse pour la réalisation de l'étude des risques sanitaire du dossier de demande de régularisation sont inférieures aux concentrations relevées lors des contrôles inopinés des années 2014 (pour les émissaires Uranie III et Uranie IV) et 2015 (pour les émissaires Uranie II, III et V). Ces valeurs d'hypothèse sont donc erronées et l'étude des risques sanitaires actuelle remise par l'exploitant sous-évalue les émissions atmosphériques actuelles de l'établissement.

A ce titre, il convient que l'exploitant réalise dans un délai de six mois au plus tard une nouvelle étude des risques sanitaires reprenant l'ensemble des rejets du site et intégrant également les rejets atmosphériques issus des chaudières. Les valeurs d'hypothèse devront être toujours inférieures aux valeurs limites réglementaires et supérieures ou égales aux mesures réelles.

Constats :

Une évaluation des risques sanitaires (ERS) a été effectuée en 2008 dans le cadre d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter (« Volet sanitaire »), afin d'évaluer de façon détaillée, l'impact de l'activité sur la santé des riverains.

Une mise à jour a été effectuée en novembre 2022 (réf. rapport Antea Group n° A94194/B) afin, notamment, d'intégrer les modifications effectuées sur les caractéristiques des émissaires (hauteur).

Elle conclut comme suit :

- « - au vu des émissions générées et de la caractérisation de l'environnement, les émissions suivantes n'ont pas été retenues comme étant susceptibles d'avoir un impact sur la santé des populations : rejets aqueux, nuisances sonores et déchets ;
- seules les émissions atmosphériques canalisées des ateliers de traitement de surface ont été retenues comme étant susceptibles d'avoir un impact sur la santé des populations et ont donc été étudiées en détail ;
- les traceurs retenus sont les substances présentant des propriétés toxicologiques et possédant

une valeur toxicologique de référence, à savoir le chrome III et le chrome VI. Les NOx ont également été intégrés car ils disposent d'un objectif de qualité de l'air.

Les résultats obtenus montrent que les quotients de danger et les excès de risque individuel calculés au niveau des riverains et des ERP présents dans l'environnement du site sont inférieurs aux seuils de 1 et 10^{-05} respectivement ;

- concernant les NOx, les concentrations dans l'air obtenues sont très nettement inférieures à l'objectif de qualité de l'air. »

Les conclusions de l'ERS ont de nouveau été vérifiées dans le dossier de porter-à-connaissance relatif au projet d'extension « Uranie 6 » (réf. Rapport n° A120673/version B - Juin 2023).

Il n'y a eu aucun effets supplémentaires depuis 5 ans.

Type de suites proposées : Sans suite